

ACTION URGENTE

UN FONCTIONNAIRE BAHREÏNITE DÉTENU AU-DELÀ DE SA PEINE

Un ancien agent des Forces de défense de Bahreïn continue d'être détenu dans ce pays alors qu'il a purgé sa peine d'emprisonnement et que ni lui, ni son avocat n'ont été informés d'éventuelles nouvelles charges pesant contre lui. Il est privé de visites de sa famille, et il semblerait qu'il observe actuellement une grève de la faim pour protester contre son maintien en détention. Amnesty International craint que cet homme ne soit un prisonnier d'opinion.

Mohamed Albuflasa, un Bahreïnite sunnite âgé de 36 ans, ancien agent des Forces de défense de Bahreïn qui a ensuite travaillé au bureau du prince héritier Salman bin Hamad Al Khalifa, a été arrêté le 15 février 2011. Ce jour-là, il s'était exprimé sur un podium pendant des manifestations sur la place de la Perle à Manama. Dans son discours, il avait dénoncé la corruption au sein du gouvernement et le manque d'opportunités économiques pour de nombreuses personnes. Il s'était prononcé en faveur de véritables réformes politiques et de la coexistence entre les chiïtes et les sunnites à Bahreïn.

Un tribunal militaire l'a jugé sans qu'aucun avocat ne soit présent et l'a condamné vers la mi-mars à deux mois d'emprisonnement. Le 15 avril, un procureur militaire a ordonné que sa détention soit prolongée de 45 jours, jusqu'au 1^{er} juin. Cependant, Mohamed Albuflasa est toujours enfermé depuis cette date et son avocat n'a pas pu obtenir d'informations pour savoir s'il existe un fondement juridique justifiant ce maintien en détention, quelles nouvelles charges ont été éventuellement retenues contre lui le cas échéant et si celles-ci entraîneront un nouveau procès. Il a écrit à plusieurs reprises au directeur de l'appareil judiciaire militaire pour protester contre ce maintien en détention et pour demander une copie des pièces du dossier, notamment des chefs d'accusation et du jugement, de l'affaire d'origine, mais il n'a reçu aucune réponse.

Les proches de Mohamed Albuflasa n'ont pas pu entrer en contact avec lui depuis son arrestation. Son avocat n'a été autorisé à lui rendre qu'une visite, à la mi-mai, soit trois mois après son arrestation et deux mois après sa condamnation. Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles il aurait été maltraité après cette visite. Selon certaines sources, il observe actuellement une grève de la faim pour protester contre son maintien en détention après la fin de sa peine. Amnesty International craint que Mohamed Albuflasa ne soit maintenu en détention uniquement parce qu'il a exprimé ses préoccupations politiques en public. Dans ce cas, elle le considérerait comme un prisonnier d'opinion.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais ou en arabe) :

- déclarez-vous préoccupé par le fait que Mohamed Albuflasa est toujours détenu alors qu'il a purgé sa peine d'emprisonnement et que ni lui, ni son avocat n'ont été informés de nouvelles charges pesant contre lui, et demandez des précisions quant au fondement juridique de son maintien en détention ;
- appelez les autorités à le libérer immédiatement et sans condition s'il est détenu uniquement pour avoir exprimé ses opinions politiques en public ;
- priez-les instamment de veiller à ce qu'il soit protégé de la torture et de toute autre forme de mauvais traitement, et qu'il soit autorisé sans délai et régulièrement à entrer en contact avec son avocat et ses proches.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 JUILLET À :

Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin Issa Al Khalifa
Office of His Majesty the King
P.O. Box 555
Rifa'a Palace, Manama, Bahreïn
Fax : +973 1766 4587

**Formule d'appel : *Your Majesty, / Sire,*
(Votre Majesté, dans le corps du texte)**

Ministre de la Justice et des Affaires islamiques

Shaikh Khaled bin Ali al-Khalifa
Ministry of Justice and Islamic Affairs
P. O. Box 450, Manama, Bahreïn
Fax : +973 17531284

**Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Ministre,**

Commandant en chef des Forces de défense de Bahreïn

Marshal Shaikh Khalifa bin Ahmed Al Khalifa
Bahrain Defence Force
Riffa Road, Manama, Bahreïn
Courriel : dgcbedf@gmail.com
Fax : +973 17663923

**Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur,**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AU 181/11, MDE 11/034/2011, 15 juin 2011

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

